

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**PROCEDURE AVEC NEGOCIATION**



**MARCHE DE CONCEPTION-REALISATION**

---

**20250017001000**

**CONSTRUCTION DE QUATRE BLOCS OPERATOIRES  
AMBULATOIRES MODULAIRES POUR LE CENTRE  
HOSPITALIER DE VALENCIENNES**

**PHASE CANDIDATURE**

---

**CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**

Pôle Services – Cellule des marchés publics

Avenue Désandrouin – B.P. 479

59322 VALENCIENNES Cedex

ARTICLE 1.	ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE.....	4
1.1.	NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2.	TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES .....	4
2.1.	OBJET DU MARCHE .....	4
2.2.	DONNEES RELATIVES AU SITE .....	4
ARTICLE 3.	CONTENU DU MARCHE .....	5
3.1.	DEMARRAGE DES TRAVAUX.....	5
3.2.	MISSIONS PRINCIPALES.....	5
3.3.	DELAIS D'EXECUTION .....	5
ARTICLE 4.	CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION DES ETUDES – PHASE CONCEPTION.....	5
4.1.	PRESTATION N°1 : ETABLISSEMENT DE L'AVANT-PROJET DETAILLE (APS).....	5
4.2.	PRESTATION N°2 : COMPLEMENTS AUX ETUDES D'AVANT-PROJET REMISES DANS L'OFFRE, ETABLISSEMENT DE L'AVANT-PROJET DEFINITIF (APD) ET DU PROJET .....	6
4.3.	PRESTATION N°3 : DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE ET AUTRES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	8
4.4.	PRESTATION N°4 : ETUDES DE PROJET (PRO).....	9
4.5.	PRESTATION N°5 : REMISE DU CAHIER PREVISIONNEL – REMISE DOCUMENTAIRE (CPRD) .....	11
4.6.	PRESTATION N°6 : REMISE DU PLANNING GENERAL ET DU PLANNING ETUDES .....	11
ARTICLE 5.	CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION DES ETUDES – PHASE REALISATION .....	11
5.1.	PRESTATION N°7 : ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE (REALISEES EN PHASE CONCEPTION).....	11
5.2.	PRESTATION N°8 : TRAVAUX DE PREPARATION ET DE REALISATION DE L'OUVRAGE (COMPRIS FONDATIONS) ..	12
5.3.	PRESTATION N°9 : ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER .....	14
5.4.	PRESTATION N°10 : DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	14
5.5.	PRESTATION N°11 : RECEPTION DES TRAVAUX ET MISE EN SERVICE DES BLOCS MODULAIRES.....	15
5.6.	PRESTATION N°12 : REMISE DES DOE .....	17
5.7.	PRESTATION N°13 : SUIVI DU PARFAIT ACHEVEMENT.....	18
ARTICLE 6.	MODALITES COMPLEMENTAIRES AUX PRESTATIONS DE CONCEPTION .....	18
ARTICLE 7.	ORGANISATION INTERNE DU GROUPEMENT.....	18
7.1.	SOUS-TRAITANCE .....	19
7.2.	CONSTITUTION DE L'EQUIPE DU GROUPEMENT TITULAIRE .....	20
ARTICLE 8.	AUTRES INTERVENANTS .....	20
8.1.	CONTROLE TECHNIQUE.....	20
8.2.	COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	21
ARTICLE 9.	SUBSTITUTION D'UN MEMBRE DEFAILLANT DU GROUPEMENT .....	22
ARTICLE 10.	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	22
ARTICLE 11.	DISPOSITIONS GENERALES .....	22
11.1.	MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	22
11.2.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS .....	23
ARTICLE 12.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	24
12.1.	PIECES PARTICULIERES .....	24
12.2.	PIECES GENERALES.....	24
12.3.	MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET .....	25
ARTICLE 13.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	26
13.1.	REPARTITION DES PAIEMENTS.....	26
13.2.	CONTENU DES PRIX.....	26
13.3.	VERSEMENT DES LOYERS .....	28

---

ARTICLE 14.	DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES – CALENDRIER .....	<b>28</b>
14.1.	DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET TRAVAUX.....	28
14.2.	PROLONGATION POUR INTEMPERIES .....	29
14.3.	PENALITES .....	30
ARTICLE 15.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	<b>33</b>
15.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	33
15.2.	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	34
ARTICLE 16.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	<b>34</b>
16.1.	REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	34
16.2.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	34
16.3.	DOMMAGES AUX TIERS .....	35
ARTICLE 17.	OBLIGATION DU GROUPEMENT TITULAIRE .....	<b>35</b>
17.1.	PIECES MENTIONNEES A L'ARTICLE D 8222-5 OU D 8222-7 DU CODE DU TRAVAIL .....	35
17.2.	OBLIGATIONS DE DISCRETION .....	35
ARTICLE 18.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	<b>35</b>
ARTICLE 19.	RESILIATION DU MARCHE.....	<b>36</b>
19.1.	MODALITE DE LA RESILIATION .....	36
19.2.	CONSEQUENCE DE LA RESILIATION OU DE LA MISE EN REGIE.....	37

---

## ARTICLE 1. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

### 1.1. NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le maître d'ouvrage est représenté par :

Centre hospitalier de Valenciennes  
Représenté par Monsieur Nicolas SALVI, directeur général  
Avenue Désandrouin – C.S. 50479  
59322 Valenciennes Cedex

### 1.2. TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Etablissement public de santé.

---

## ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1. OBJET DU MARCHE

Le présent CCAP concerne un marché de conception-réalisation, passé en application de l'article L. 2171-2 du code de la commande publique, ayant pour objet :

**20250017001000**  
**CONSTRUCTION DE QUATRE BLOCS OPERATOIRES AMBULATOIRES MODULAIRES  
POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**

Lieu d'exécution :  
Centre hospitalier de Valenciennes  
Avenue Désandrouin  
59322 VALENCIENNES Cedex

### 2.2. DONNEES RELATIVES AU SITE

#### 2.2.1. Intervention sur site

Pour l'exécution de sa mission, le groupement titulaire devra adapter au mieux les méthodes et le type de matériel à utiliser, à la situation du lieu des travaux et de l'entretien/maintenance attendue.

Durant la mission, les interventions devront se faire en ne gênant à aucun moment la circulation aux abords des accès du chantier.

Le groupement titulaire veillera au respect des règles de sécurité. Il apportera une attention particulière aux procédures de protection des personnes dans l'environnement immédiat du projet, pendant la construction, et au sein du bâtiment une fois mis en service.

Les nuisances sur l'environnement interne ou externe de l'ouvrage devront être réduites au maximum.

#### 2.2.2. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Les dommages de toute nature, causés par le groupement titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage ou du représentant du Centre hospitalier de Valenciennes, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du groupement titulaire.

Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités pouvant être prononcées à l'encontre du groupement titulaire.

---

## ARTICLE 3. CONTENU DU MARCHE

Il y a lieu de préciser que la durée d'exécution de l'ensemble des prestations est définie au planning remis par le groupement titulaire.

### 3.1. DEMARRAGE DES TRAVAUX

L'opération est composée de 2 étapes : conception puis travaux.

La signature de l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur ne vaut pas ordre de service. Un ordre de service sera émis par le maître d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération.

### 3.2. MISSIONS PRINCIPALES

Le présent marché comprend les phases de conception et de réalisation, décomposées notamment comme suit :

#### 1) Phase 1 : CONCEPTION

- Prestation n°1 : Etablissement de l'avant-projet détaillé (APS) ;
- Prestation n°2 : Compléments aux études d'avant-projet remises dans l'offre, établissement de l'avant-projet définitif (APD) et du projet ;
- Prestation n°3 : Dossier de demande de permis de construire et autres autorisations administratives ;
- Prestation n°4 : Etudes de projet (PRO) ;
- Prestation n°5 : Remise du cahier prévisionnel remise documentaire (CPRD) ;
- Prestation n°6 : Remise du planning général et du planning études.

#### 2) Phase 2 : REALISATION

- Prestation n°7 : Études d'exécution et de synthèse (réalisées en phase conception) ;
- Prestation n°8 : Travaux de préparation et de réalisation de l'ouvrage (compris fondations) ;
- Prestation n°9 : Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier ;
- Prestation n°10 : Direction de l'exécution des travaux ;
- Prestation n°11 : Réception des travaux et mise en service des blocs modulaires ;
- Prestation n°12 : Remise des DOE ;
- Prestation n°13 : Suivi du parfait achèvement.

### 3.3. DELAIS D'EXECUTION

L'ordre de service n°1 du marché vaut ordre d'engagement du départ du délai

---

## ARTICLE 4. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION DES ETUDES – PHASE CONCEPTION

### 4.1. PRESTATION N°1 : ETABLISSEMENT DE L'AVANT-PROJET DETAILLE (APS)

Les études d'avant-projet sommaire, fondées sur le CCTP du maître d'ouvrage, sont constituées par la solution d'ensemble retenue dans l'offre finale et ont pour objet de :

- Préciser la composition générale en plan et en volume ;
- Apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage, ainsi que les intentions de traitement des espaces d'accompagnement ;
- Contrôler les relations fonctionnelles des éléments du CCTP et leurs surfaces ;
- Vérifier la compatibilité de la solution proposée avec les contraintes du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène, à la sécurité incendie, à l'accessibilité, à la sismicité, etc. ;
- Préciser les dispositions techniques retenues pour satisfaire les performances techniques à atteindre, notamment concernant les performances énergétiques et environnementales ;

- 
- Préciser le calendrier du marché global ;
  - Établir l'analyse en coût global du projet.

**Documents à remettre au maître d'ouvrage :**

- Une notice technique ;
- Une notice économique ;
- Des synoptiques techniques ;
- Les plans architecturaux au 1/100<sup>e</sup> ;
- Un planning ;
- Un tableau des surfaces détaillé ;
- Tous les éléments de réponses complémentaires au marché de conception-réalisation après mise au point du marché.

**4.2. PRESTATION N°2 : COMPLEMENTS AUX ETUDES D'AVANT-PROJET REMISES DANS L'OFFRE, ETABLISSEMENT DE L'AVANT-PROJET DEFINITIF (APD) ET DU PROJET**

Les études d'avant-projet définitif ont pour objet de :

- Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du CCTP ;
- Arrêter en plans, coupes et façades les dimensions des ouvrages ainsi que de leurs aspects ;
- Valider les principes constructifs de fondation et de structure, ainsi que leur dimensionnement indicatif ;
- Préciser les matériaux constitutifs de l'enveloppe des bâtiments et des aménagements intérieurs ;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne le phasage, les installations techniques, environnementales et les raccordements ;
- Arrêter définitivement le CCTP et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, de maintenance et d'entretien, de l'énergie ;
- Etablir l'analyse en coût global du projet.

La mission du groupement comprend également :

- L'intégration et le suivi des remarques formulées en phase APS par le maître d'ouvrage, le contrôleur technique, le CSPS, etc., et faire les modifications nécessaires ;
- Le projet d'aménagement d'architecture intérieure, ainsi que l'implantation du mobilier ;
- La vérification du respect des différentes réglementations (accessibilité, hygiène, sécurité incendie, parasismique, thermique, etc.) ;
- La prise en compte de toute contrainte liée aux travaux et au phasage afin d'assurer la continuité de fonctionnement du site ;
- Le contact avec les services concessionnaires qui vont concourir à la desserte du bâtiment et rendre compte au maître d'ouvrage des démarches engagées ;
- Les visites sur site nécessaires pour valider les problématiques des installations en place et des contraintes techniques (emprises en limites de propriété, réseaux, maintien des fonctionnalités du site par rapport au phasage de l'opération, accompagnement du contrôleur technique ou du CSPS, etc.) ;
- La participation aux réunions de travail organisées avec le maître d'ouvrage (retour des observations du maître d'ouvrage sur l'APS, explications sur les principes architecturaux, techniques et économiques proposés), y compris rédaction des compte rendus à la demande du maître d'ouvrage ;
- La présentation du dossier APD au maître d'ouvrage et aux utilisateurs ;
- Les demandes d'études complémentaires nécessaires à l'élément de mission suivant (PRO) ;
- L'APD sera remis sous la forme d'un dossier reprenant l'intégralité des documents demandés ci-après, avec un sommaire détaillant l'ensemble des pièces remises.

**Documents à remettre au maître d'ouvrage :**

- Un tableau récapitulatif de suivi de l'intégration des remarques formulées en phase APS par le maître d'ouvrage, le contrôleur technique, le CSPS, etc.

---

### **Dimensions et aspect de l'ouvrage définis par les plans, coupes et façades :**

- Un plan de masse au 1/500ème mis à jour ;
- Un plan masse voirie avec la décomposition des différents flux (patients couchés / ambulances, accès public, accès personnel, accès logistique, etc.) et les flux routiers, piétons, vélos, évacuation des déchets, localisation des stationnements et des espaces verts (1/500ème) mis à jour si besoin (création d'une gaine transstockeur) ;
- Un plan au 1/100ème du bâtiment, illustrant l'implantation des locaux et leur destination. Le niveau de détail ou de définition figurant sur les documents graphiques demandés devra permettre de vérifier sur plan, la cohérence des réponses au CCTP. Les plans de niveaux indiqueront la désignation des locaux, leurs superficies, les côtes altimétriques, les espaces de manœuvre relatifs à l'accessibilité PMR, ainsi que les installations, le mobilier et les équipements spécifiques demandés dans le CCTP. Les surfaces des circulations seront également indiquées ;
- Un plan des flux intérieurs (personnel, patients, logistique, etc.) mis à jour ;
- Toutes les façades principales extérieures des bâtiments au 1/100ème illustrant clairement les matériaux retenus ;
- Toutes les toitures et/ou toiture-terrasse principales extérieures des bâtiments au 1/100ème illustrant clairement les matériaux retenus ;
- Les coupes transversales au 1/100ème des bâtiments ;
- Le carnet de détails architecturaux au 1/50ème ;
- Les plans des connexions avec l'existant au 1/50ème à chaque niveau concerné.

### **Surfaces détaillées de tous les éléments du CCTP :**

- Tableau des surfaces détaillées de tous les éléments du CCTP mis à jour par local, y compris surfaces d'emprise des circulations horizontales et verticales.

### **Définition des principes constructifs de fondation et de structure :**

- Descriptif détaillé des principes constructifs des fondations et de structures ;
- Plans de principes des structures et leur pré-dimensionnement ;
- Note de calcul de stabilité suivant les règles parasismiques justifiant la conception structurelle.

### **Définition des matériaux constitutifs de l'enveloppe des bâtiments, et des aménagements intérieurs :**

- Notice descriptive des matériaux en reprenant leurs principales caractéristiques techniques principales telles que définies dans les spécifications techniques générales et détaillées du CCTP ;
- Note explicative détaillant toutes les sujétions d'étanchéité à l'air identifiées (menuiseries, liaisons mur/toiture, traversée de parois verticales, etc.) et les solutions techniques apportées pour chaque sujétion (avec détails architecturaux et techniques) ;
- Carnet de plans de détails et de coupes pour le traitement des ponts thermiques ;
- Le cas échéant, plans détaillés des systèmes d'occultation mobile.

### **Solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne le phasage, les installations techniques, environnementales et les raccordements :**

- Notice descriptive des solutions retenues pour les installations techniques en reprenant leurs caractéristiques techniques principales telles que définies dans les spécifications techniques générales et détaillées du CCTP et par lot ;
- Synoptique des systèmes de production de chauffage et d'eau chaude sanitaire ; tracés de principe des réseaux de chauffage et d'eau chaude sanitaire depuis le local de production jusqu'aux matériels terminaux (1/100ème) ;
- Synoptique des systèmes de ventilation ; tracés de principe des réseaux de ventilation depuis les groupes de ventilation jusqu'aux bouches, y compris prises d'air et rejets extérieurs (1/100ème) ; définition des classes d'étanchéité à l'air des différents réseaux ;
- Synoptique des systèmes de courants faibles ;

- Synoptique des systèmes de courants forts ; tracés de principe des chemins de câbles ;
- Coupes de pré-synthèses des réseaux ;
- Tracés de principe des réseaux extérieurs (1/100ème) ;
- Calcul thermique réglementaire détaillé (calcul définitif) du bâtiment – avec les hypothèses prises en compte pour le calcul, justifiant l’atteinte de l’objectif de performance ;
- Synoptique fonctionnel des équipements techniques faisant l’objet d’une commande ou d’une régulation (régulation autonome ou depuis un système de type GTB/GTC) ;
- Définition des objectifs à atteindre pour chaque local : plage horaire de fonctionnement, température, qualité de l’air, report d’alarme technique des équipements, etc. ;
- Equipements techniques identifiés pour chaque local : horloge d’éclairage, thermostat, registre de ventilation, équipements médicaux exigés par le CCTP, etc. ;
- Dispositifs de commande ou de régulation retenus pour atteindre les objectifs fixés ;
- Simulation Thermique Dynamique (phase APD) conformément à la réglementation thermique 2012 issue des lois du 3 août 2009 (Grenelle 1) et du 12 juillet 2010 (Grenelle 2) : simulation de recalage prenant en compte toutes les modifications apportées au projet et permettant d’affiner et d’optimiser la solution retenue. Cette dernière modélisation permettra d’établir un tableau de bord des paramètres énergétiques du projet et des coûts globaux ;
- Mise à jour de la notice explicative des dispositions relatives aux performances environnementales proposées ;
- Fiches techniques des modulaires et leur classe d’exposition.

#### **Analyse en coût global du projet :**

- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux y compris options, décomposée par corps d’état ;
- Coût global du marché détaillé suivant les prestations attendues, avec décomposition et détaillée par postes ou éléments d’ouvrage importants ;
- Etudes d’APD, présentées au maître d’ouvrage pour validation ;
- Aussi, lors de la remise de son dossier APD, le cas échéant, le groupement fournira ses besoins pour la phase suivante PRO en termes de reconnaissance de sols, de diagnostic amiante/plomb ou étude structurelle ou autres, via la fourniture de cahiers des charges techniques spécifiques à l’opération. Toute demande ultérieure ne pourra pas être prise en compte par le maître d’ouvrage ;
- Il est précisé que les études G2 AVP et G4 telles que définies par la norme NF P 94-500 sont à prévoir par le groupement titulaire ; elles ne pourront en aucun cas faire l’objet d’une demande de prise en charge par le maître d’ouvrage.

#### **Délai global de réalisation de l’ouvrage :**

- Délai global de réalisation de l’opération, matérialisé par la fourniture d’un planning détaillé par corps d’état.

Les études d’APD sont présentées au maître d’ouvrage pour validation.

### **4.3. PRESTATION N°3 : DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE ET AUTRES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES**

Les pièces se conformeront notamment au Plan Local d’Urbanisme en vigueur lors du dépôt de la demande.

Le dossier comportera au minimum les pièces suivantes :

- Le bordereau de remise des pièces dûment complété ;
- Les pièces graphiques ;
- Les notices descriptives ;
- Les dossiers spécifiques à l’accessibilité et à la sécurité incendie ;
- Les études réglementaires (notamment l’étude relative aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie conforme au décret n°2007-363 du 19 mars 2007 et à l’arrêté du 18 décembre 2007).



---

#### 4.4. PRESTATION N°4 : ETUDES DE PROJET (PRO)

Les études de projet, fondées sur les études d'avant-projets approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Elles ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, ainsi que, par des pièces écrites, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques (y compris la ventilation, les descentes d'eaux pluviales, et tous les réseaux qui passent sur les toitures) ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- Fournir les coupes de synthèses de tous les réseaux ;
- Décomposer le coût des travaux par corps d'état et éléments d'ouvrages sur la base d'un mètre ;
- Préciser le calendrier des travaux décomposé par corps d'état et éléments d'ouvrages.

La mission du groupement comprend également :

**Formes des différents éléments de la construction, nature et caractéristiques des matériaux et conditions de leur mise en œuvre définis par les plans, coupes et façades et pièces écrites :**

- Un plan de masse au 1/500ème mis à jour ;
- Un plan masse voirie avec la décomposition des différents flux (patients couchés / ambulances, accès public, accès personnel, accès urgences, accès logistique, etc.) et les flux routiers, piétons, vélos, évacuation des déchets, localisation des stationnements et des espaces verts (1/500ème) mis à jour ;
- Un plan d'aménagement des espaces extérieurs compris stationnement au 1/100ème mis à jour ;
- Une représentation graphique en plan au 1/50ème de chaque niveau projeté pour le bâtiment. Les plans indiqueront la désignation des locaux à restructurer et/ou à créer, leurs superficies, les cotes altimétriques, les espaces de manœuvre relatifs à l'accessibilité PMR, le détail des différentes parois verticales ainsi que les installations, le mobilier et équipements spécifiques demandés dans le CCTP. Ces indications sont aussi à reporter au niveau des espaces de circulation ;
- Un plan des flux intérieurs (personnel, patients, logistique, etc.) mis à jour ;
- Toutes les façades principales extérieures des bâtiments neufs et restructurés au 1/100ème illustrant clairement les matériaux retenus et en mettant en évidence les points singuliers ;
- Toutes les toitures et/ou toiture-terrasse principales extérieures des bâtiments neufs et restructurés au 1/100ème illustrant clairement les matériaux retenus et en mettant en évidence les points singuliers ;
- Les coupes transversales au 1/100ème des bâtiments, avec détail des différentes parois horizontales et verticales, revêtements intérieurs ;
- Les plans des connexions avec l'existant au 1/50ème à tous les niveaux mis à jour ;
- Une représentation graphique en plan au 1/50ème du calepinage des revêtements de sols de chaque niveau projeté pour chaque bâtiment ;
- Une représentation graphique en plan au 1/50ème du calepinage des faux-plafonds de chaque niveau projeté pour chaque bâtiment ;
- Un tableau descriptif des revêtements muraux de chaque local, complété, le cas échéant, d'un carnet de calepinage des revêtements muraux au 1/50ème ;
- Un carnet de détails architecturaux avec détails significatifs à l'échelle 1/20ème à 1/2 ;
- Un carnet de détails techniques avec détails significatifs à l'échelle 1/20ème à 1/2, y compris détails de traitement des ponts thermiques, étanchéité à l'air ;
- Le cas échéant, une représentation graphique en plan au 1/200ème du calepinage des revêtements de sols extérieurs ;

- Un rappel des textes réglementaires, D.T.U., normes, cahiers du CSTB, etc. applicables au corps d'état concerné ;
- Un rappel des caractéristiques globales de l'ouvrage (suivant les éléments déclarés au permis de construire) ;
- Les conditions générales d'exécution (prise en compte des contraintes de phasage et de maintien des activités du site, contraintes du site, état des lieux, hygiène et sécurité de chantier, démarche environnementale, référence à la charte chantier faibles nuisances etc.) ;
- La qualité, la nature et la provenance des matériaux, les échantillons et prototypes à présenter ;
- Les études d'exécution, l'organisation de travail pour la synthèse, la participation aux réunions de chantier et de travail ;
- Les essais intermédiaires ou en fin de travaux prévus ;
- La description des caractéristiques techniques et performances de chaque matériau ou équipement en cohérence avec les hypothèses de calculs effectuées.

**Implantation et encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ; tracés de tous les fluides :**

- La mise à jour de tous les plans synoptiques ;
- Les plans de V.R.D. au 1/200ème, précisant les réseaux enterrés, les différents matériaux de revêtements, les espaces de manœuvre de véhicules et les rayons de giration, les cheminements PMR, les espaces verts, la numérotation des stationnements, les altimétries, avec carnet de détails (profils en travers, couches de forme, soutènement, fosses et coffrets dédiées aux concessionnaires, portails et portillons, mobilier extérieur, etc.) ;
- Les plans de gros œuvre / structure des fondations ;
- Les plans de chauffage / ventilation / plomberie / sanitaires au 1/100ème, précisant les prédimensionnements et tracés des réseaux (y compris EP/EU/EV), les implantations des matériels dans les locaux techniques ou en toiture, avec carnet de détails (chaufferie, sous-stations, centrales de traitement d'air, équipements sanitaires, zones d'espaces libres imposés par les constructeurs pour la maintenance et l'entretien des matériels, etc.) ;
- Les coupes de synthèses ;
- Les plans et synoptiques des fluides médicaux ;
- Les plans d'électricité / courants forts au 1/100ème, précisant les tracés des réseaux avec schémas électriques et carnet de détails ;
- Les plans d'électricité / courants faibles au 1/100ème, précisant les tracés des réseaux avec carnet de détails ;
- Le cas échéant, les plans relatifs à une installation technique particulière au 1/100ème, précisant les tracés des réseaux avec carnet de détails.

**Analyse en coût global du projet :**

- Coût prévisionnel des travaux par lot, y compris options, sur la base d'un avant-métré ;
- Tableau des écarts actualisé ;
- Coût global du marché détaillé suivant les prestations attendues, avec décomposition en corps d'état séparés et détaillée par postes ou éléments d'ouvrage importants ;

**Délai global de réalisation de l'ouvrage :**

- Délai global de réalisation de l'opération, matérialisé par la fourniture d'un planning détaillé par corps d'état ;

Les études PRO sont présentées au maître d'ouvrage pour validation.

---

#### **4.5. PRESTATION N°5 : REMISE DU CAHIER PREVISIONNEL – REMISE DOCUMENTAIRE (CPRD)**

Il est demandé un cahier de remise de tous les livrables qui seront soumis à l’approbation du maître d’ouvrage.

Ce document précisera également les délais attendus pour l’approbation du maître d’ouvrage.

#### **4.6. PRESTATION N°6 : REMISE DU PLANNING GENERAL ET DU PLANNING ETUDES**

Il est demandé un planning général détaillé comprenant :

- Le dépôt du permis de construire ;
- La date de démarrage des travaux sur site ;
- Le calendrier détaillé des travaux sur site par corps d’état ;
- Le calendrier d’usinage ou de fabrication des bungalows.

### **ARTICLE 5. CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION DES ETUDES – PHASE REALISATION**

#### **5.1. PRESTATION N°7 : ETUDES D’EXECUTION ET DE SYNTHESE (REALISEES EN PHASE CONCEPTION)**

##### **5.1.1. Production des études d’exécution**

D’après les prestations de conception, le groupement titulaire établit l’ensemble des éléments d’études nécessaires préalablement à l’exécution des travaux (plans, notes de calculs de dimensionnement, production de procès-verbaux attestant de caractéristiques techniques, etc.)

Le groupement titulaire fournit et transmet à ses frais tous les documents nécessaires à l’approbation notamment du maître d’ouvrage, du contrôleur technique et du CSPS.

##### **Documents à remettre au maître d’ouvrage au titre des études d’exécution :**

- Tous les documents sont communiqués au maître d’ouvrage en format informatique (DWG et PDF ; mise à disposition permanente de ces documents sur une plateforme dématérialisée à la charge du groupement titulaire) et en format papier adressé par courrier (1 exemplaire). Tous les bordereaux de transmission au contrôleur technique et au CSPS sont également communiqués au maître d’ouvrage.

Le maître d’ouvrage peut exiger un ajustement de ces documents ou tout document justificatif complémentaire dans un délai de 1 mois à compter de leur réception. Ensuite le groupement titulaire dispose d’un délai de 15 jours calendaires pour y procéder.

Par ailleurs, au titre des études d’exécution, le groupement titulaire doit les prestations suivantes :

##### **Echantillons :**

Par définition, tout produit ou composant de construction susceptible d’être présenté pour vérification au MOEI et qui n’est pas un prototype correspond à un échantillon. Il peut ainsi s’agir de modèles ou de maquettes d’éléments.

Ces échantillons et/ ou fiches produits seront proposés à l’examen du maître d’ouvrage dans un délai minimum de 3 mois avant toute commande de fourniture correspondante, à savoir :

- Un échantillon des matériaux significatifs ; un échantillon de tous les revêtements (avec mise en relation des sols, murs, plafonds et menuiseries intérieures) ;
- Un modèle de tous les équipements immobiliers concourant à l’aspect et à la qualité des espaces (portes, quincaillerie, luminaires, appareillages électriques, grilles de ventilation, stores, etc.) ;
- Un modèle de tous les équipements médicaux ;
- Un modèle de chacune des propositions par type de mobilier ;

- 
- Un modèle de chacun des éléments support de signalétique fixe avec un message type correspondant ;
  - Un modèle des principaux équipements actifs de sûreté (caméras, lecteurs de badge, serrures de sûreté, détecteurs...) : la présentation de ces équipements permettra leur essai en fonctionnement.

#### 5.1.2. Choix des équipements et mobiliers

Pendant la phase d'exécution des travaux, l'architecte du groupement assiste le maître d'ouvrage lors du choix des matériaux, équipements ou mobiliers dans le respect des réglementations en vigueur.

Pour ce faire, l'architecte propose des gammes de produits, de coloris en harmonie avec les choix des différentes ambiances proposées dans les différents espaces du bâtiment et des extérieurs.

#### 5.1.3. Synthèse (SYN)

La mission de synthèse et la direction sont à la charge du groupement titulaire.

### **5.2. PRESTATION N°8 : TRAVAUX DE PREPARATION ET DE REALISATION DE L'OUVRAGE (COMPRIS FONDATIONS)**

#### 5.2.1. Travaux de préparation

Il est fixé une période de préparation. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, sa durée fixée par le groupement titulaire est définie au calendrier joint suivant l'offre finale.

Le groupement titulaire devra tous les travaux de préparation nécessaires aux travaux suivant la conception du MOEI. Ces travaux de préparation sont à poursuivre tout au long du chantier le cas échéant au travers des autres prestations liées à la réalisation.

#### 5.2.2. Installations de chantier

Le groupement titulaire se doit de respecter les dispositions de l'article 31.1 du CCAG-Travaux en ce qui concerne les installations de chantier.

Par ailleurs, l'entreprise se devra de respecter toutes les dispositions prévues au Plan Général de Coordination (bureau de chantier, sanitaires, etc). Le Plan d'Installation de Chantier sera remis au CSPS pour approbation.

Toute évolution ou modification des installations de chantier devront faire l'objet d'une validation préalable par le CSPS.

Le groupement titulaire devra notamment les prestations suivantes (liste non limitative suivant méthodologie d'intervention du groupement titulaire) :

- Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire (dispositions définies à l'article 421-7 du code de l'urbanisme) ;
- Etablissement des clôtures et panneaux de chantiers (article R. 8221-1 du code du travail), adaptations des clôtures suivant phasage et avancements du chantier et repliements ;
- Bureaux de chantier, y compris salles de réunion et bureaux, adaptations selon avancements du chantier et repliements ;
- Branchements provisoires d'égout, d'eau, d'électricité et de téléphone/internet et repliements ;
- Installations d'éclairage et de signalisation des aires de circulation, adaptations selon avancements du chantier et repliements ;
- Réseaux provisoires intérieurs et extérieurs d'électricité et d'éclairage, sur l'ensemble du chantier et pour maintenir l'activité du site, y compris raccordements, maintenance et entretien, déposes et adaptations selon avancements du chantier ;
- Installations communes de cantonnement de chantier (pour l'ensemble des intervenants hors matériel spécifique au désamiantage) et repliements ;

- Installations de cantonnement de chantier (matériel spécifique au désamiantage) et repliements ;
- Installations de sécurité et repliements (matériel spécifique au désamiantage) ;
- Installations du téléphone et repliements ;
- Installations communes d'hygiène définies d'après les besoins de l'ensemble des lots et repliements ;
- Installations communes de sécurité et repliements (hors matériel spécifique au désamiantage) ;
- Mise à disposition des bennes de chantier y compris les sujétions liées au tri ;
- Décapage général du terrain ;
- Voie d'accès aux plateformes base vie et stockage ;
- Exécution des voies d'accès et de circulation provisoires à l'intérieur du chantier ;
- Plateforme de chantier sur l'emprise des bâtiments ;
- Installations nécessaires au levage, y compris contrôles obligatoires par un organisme agréé ;
- Aires de chantier (y compris base vie) et de stockage ;
- Nettoyage journalier des voiries publiques si des véhicules de chantier viennent à salir la voirie publique (en période de terrassement par exemple) ;
- Réseau provisoire général d'alimentation d'eau, d'éclairage y compris raccordements et repliements ;
- Réseaux provisoires intérieurs d'alimentation d'eau, d'éclairage y compris raccordements et repliements ;
- Evacuations provisoires des eaux pluviales reçues par le bâtiment ;
- Fermetures provisoires des bâtiments et des locaux ;
- Gestion des clés de chaque ouvrage jusqu'à sa réception ou sa mise à disposition ;
- Gardiennage du chantier ;
- Contrôle de l'identité des personnes accédant au chantier ;
- Signalétique directionnelle provisoire pour maintenir l'activité du site, adaptations selon avancements du chantier et repliements ;
- Chauffage de chantier y compris maintenance et entretien ;
- Nettoyage général final du chantier (y compris pour les mises à disposition intermédiaires).

Toutes les dépenses de fonctionnement correspondantes sont à la charge du groupement titulaire.

Pour précision, le panneau de chantier avec les caractéristiques suivantes :

Le panneau de chantier sera réalisé par l'entreprise de dimensions minimales 3.50 m x 1.60 m, compris support et mise en œuvre. Il sera réalisé en couleur avec insertion logo du maître d'ouvrage, d'une photo du projet bâtiment, liste et coordonnées de l'ensemble des intervenants. Les sous-traitants désignés après la pose du panneau seront ajoutés au fur et à mesure dans un espace du panneau dédié à cet effet.

Le panneau devra rester en place tout au long du chantier et remplacé à la charge du groupement titulaire le cas contraire.

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé à l'établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le CSPS. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (groupement titulaire, co-traitants et sous-traitants en charge de travaux). Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au CSPS 15 jours calendaires avant toute intervention sur site.

### 5.2.3. Réalisation de l'ouvrage

Le groupement titulaire devra tous les travaux nécessaires à la réalisation du projet suivant la conception du MOEI, suivant les prescriptions du présent CCAP, suivant les règles de construction et suivant les règles de l'art.

En fin de travaux, le groupement titulaire devra tous les essais, contrôles et épreuves nécessaires à la vérification du bon fonctionnement de l'ouvrage, suivant la conception du MOEI, les prescriptions du présent CCAP, les règles de construction et les règles de l'art.

Tous les moyens matériels et humains nécessaires sont à la charge du groupement titulaire.

---

Les travaux de préparation, dont les prestations liées aux installations de chantier, sont à poursuivre tout au long du chantier.

Par ailleurs, au titre des travaux, le groupement titulaire doit les prestations suivantes :

**Nettoyage final :**

Le groupement titulaire est tenu de procéder avant la livraison du bâtiment au nettoyage final du chantier.

La mise en service de tous les sols et divers matériaux mis en œuvre devra être réalisé selon les recommandations des fiches techniques fournies par les fabricants ainsi que plusieurs bionettoyages successifs (sol/murs/plafonds/équipements) permettant de réduire de façon drastique et rendre acceptable le taux d'empoussièrément des locaux pour utilisation par les utilisateurs du Centre hospitalier de Valenciennes.

Ce résultat sera apprécié par le service d'hygiène du Centre hospitalier de Valenciennes.

**5.3. PRESTATION N°9 : ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER**

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier sont à la charge du groupement titulaire.

**5.4. PRESTATION N°10 : DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX**

Pendant toute la durée des travaux, le groupement titulaire organisera des réunions hebdomadaires d'avancement et de pointage. Il se chargera de l'organisation matérielle, l'animation des réunions, la rédaction et la diffusion des compte rendus.

Il assistera aux réunions mensuelles organisées par la maîtrise d'ouvrage.

Au titre du contrôle des délais et du pilotage du chantier (direction du chantier par les objectifs), le groupement titulaire accomplit les prestations suivantes :

- Recenser quotidiennement la qualité et la quantité du personnel présent sur le chantier et d'une manière plus générale, enregistrer toutes les informations utiles sur les variations des moyens de chantier (arrivées et départs de gros matériels, installation et démontage de réseaux, création d'accès...) ;
- Surveiller et gérer toutes les contraintes en amont de l'exécution des travaux, contrôler les approvisionnements en matériaux, afin de vérifier l'avancement des prestations mises en œuvre, si le besoin s'en faisait sentir ;
- Enregistrer les journées d'intempéries réellement constatées et les communiquer après chaque fin de mois au maître d'ouvrage ;
- Constater les arrêts de chantier pour intempéries et, plus généralement, les événements susceptibles de justifier une prolongation ou un report du délai d'exécution ; et les communiquer après chaque fin de mois au maître d'ouvrage ;
- Déclencher l'intervention des entreprises pour l'exécution des tâches, selon les dispositions convenues lors de l'ordonnancement, confirmer les dates de début et de fin de tâche, rappeler les moyens prévus à mettre en œuvre ;
- Constater la date réelle de début et de fin de chacune des tâches, les moyens effectivement mis en œuvre, avec en cas de besoin intervention du maître d'œuvre qui appréciera qualitativement la fin d'une tâche ;
- Enregistrer les écarts constatés entre les prévisions de calendrier et les dates réelles de début et de fin de tâches, entre les moyens prévus et les moyens réellement mis en œuvre ; déterminer avec précision l'origine des écarts constatés ;
- Analyser les écarts constatés et proposer les mesures de nature à les résorber ;
- Elaborer les plannings de rattrapage des tâches critiques ;

- En fonction des écarts constatés et des dispositions retenues pour en atténuer les conséquences et aussi souvent que nécessaire, lister les tâches restant à exécuter, modifier les calendriers, déterminer les nouveaux chemins critiques ;
- Lister les échantillons à présenter, dates limites de présentation et de choix, en fonction des délais d'approbation, de commande et de la date de mise en œuvre ;
- Organiser l'ouverture et la fermeture des zones d'intervention des entrepreneurs, des locaux terminés ;
- Constater la fin de l'ensemble des tâches dans une zone d'intervention et les éventuelles dégradations et disparitions, imputer à qui de droit, après constat, l'exécution des réparations et remplacements ;
- En cours et en fin de travaux, déclencher le nettoyage et l'entretien du chantier, de ses accès, de ses abords. Constater leur exécution ;
- Préparer l'organisation des réunions autres que la réunion hebdomadaire de chantier (cette dernière étant à la charge du MOEI), organiser et animer les réunions de coordination, convocations des personnes, sociétés, organismes, concessionnaires, dont la présence à ces réunions est nécessaire ;
- Organiser des rendez-vous de coordination spécifiques, chaque fois que nécessaire ;
- Etablir et diffuser le compte-rendu de chaque réunion qu'il provoque, dans les 3 jours suivant la tenue de la réunion, relancer et constater l'exécution des décisions qui y ont été prises ;
- Préparer et organiser les vérifications techniques, les essais et mises en route des installations techniques, les opérations préalables à la réception des travaux, les visites des commissions de sécurité ;
- Déclencher le démontage des installations de chantier et de la remise en état des lieux, constater leur déroulement et procéder aux relances ;
- Suivre la production des documents conformes à exécution et autres documents des dossiers des ouvrages exécutés, relancer.

#### **Documents à remettre au maître d'ouvrage :**

- Compte-rendu des réunions de chantier hebdomadaires.

### **5.5. PRESTATION N°11 : RECEPTION DES TRAVAUX ET MISE EN SERVICE DES BLOCS MODULAIRES**

#### **5.5.1. OPR, essais et réception**

Au cours des périodes susvisées, et en lien avec le maître d'ouvrage en charge d'opérations de réception, le groupement titulaire :

- Planifie les vérifications techniques des essais et de la mise en route des installations techniques (COPREC) y compris procédure de marche à blanc ;
- Planifie les opérations préalables à la réception (OPR) ;
- Planifie la ou les visites de la commission de sécurité ;
- Planifie les travaux de finition et les travaux restant à exécuter ;
- Planifie la remise au maître d'ouvrage des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) ;
- Planifie la remise au maître d'ouvrage des dossiers d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) en concertation avec le coordinateur de sécurité ;
- Recueille et établit la liste des travaux et des finitions restant à effectuer et la diffuse aux intéressés, pointe quotidiennement l'avancement correspondant, relance les entreprises ;
- Participe aux visites des OPR et de réception, organise le processus des levées de réserves : pointage de l'avancement, information du maître d'ouvrage et relances éventuelles ;
- Déclenche en accord avec le CSPS le démontage des installations de chantier et de la remise en état des lieux : pointage, relances ;
- Organise avant remise des locaux aux utilisateurs, les visites contradictoires d'état des lieux, il enregistre les constats, accords ou observations des parties concernées, il organise les opérations précédant le démarrage de l'exploitation des ouvrages ;
- Contrôle la transmission par les entreprises au maître d'ouvrage, dans les délais fixés, des documents constituant le dossier des ouvrages exécutés qu'ils leur appartiennent contractuellement ou réglementairement de fournir ; notamment les documents suivants :
  - Plans de récolement ;
  - Notice d'entretien et d'exploitation ;

- 
- Nomenclature de pièces de rechange ;
  - Liste et adresses des fournisseurs ;
  - Attestations des organismes de contrôle de sécurité ;
  - Contrats de garanties éventuelles.
- Suit les relances éventuelles aux entreprises par le maître d'ouvrage pour l'obtention des dossiers des ouvrages exécutés.

#### 5.5.2. Assurances

Dans le mois qui suit sa désignation, le groupement titulaire remettra au maître d'ouvrage les justificatifs signés par les représentants qualifiés des sociétés d'assurances (et non par un courtier) concernant les polices suivantes :

- Une police "**tous risques chantier**" pour chacun des membres du groupement nommément désigné.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux, le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité de souscrire une police décennale complémentaire pour élever le montant des garanties des entreprises et concepteurs à leur frais.

#### **Sanction de défaut d'assurances :**

Faute par les entrepreneurs ou leurs sous-traitants de justifier des assurances auxquelles ils sont tenus et du paiement régulier des primes sur simple réquisition du maître d'ouvrage :

- Au moment des offres : celles-ci seront considérées incomplètes et par conséquent à charge de l'entrepreneur de régulariser dans le délai de 15 jours ;
- À tout moment de l'exécution des ouvrages : leur marché sera résilié de plein droit à leurs torts exclusifs.

---

Il est attiré l'attention du groupement titulaire sur son devoir de conseil particulier vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la réception des travaux, indépendamment de son association contractuelle avec l'entrepreneur.

Le groupement titulaire organise et participe :

- 1° Aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- 2° Au suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- 3° À l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- 4° À la constitution du dossier des ouvrages exécutés, nécessaire à leur exploitation.

Cette prestation a pour objet de :

- Vérifier l'atteinte des objectifs fixés (performances, qualité d'exécution, étanchéité à l'air, bon fonctionnement des installations techniques, finitions des ouvrages, etc.) pour proposer la réception des travaux, et notamment vérifier le bon fonctionnement des installations et la positivité des tests de qualité de l'eau ;
- Vérifier l'obtention de l'autorisation d'ouverture de l'ARS ;
- Lister exhaustivement les réserves mineures et les réserves majeures ;
- Planifier la levée des réserves ;
- Participer à une réunion mensuelle de suivi de levée des réserves.

#### **Documents à remettre au maître d'ouvrage en vue de la réception :**

- Liste des réserves identifiées par le maître d'ouvrage ;
- Résultat des essais de la marche à blanc et autres essais prévus au marché ;



- 
- Valeurs d'enregistrement de tous les paramètres relatifs aux essais de la marche à blanc et autres essais prévus au marché.

**Documents à remettre au maître d'ouvrage en vue de la levée des réserves :**

- Traçabilité de la levée des réserves actées à la réception établie par la MOEI ;
- Le cas échéant, résultat d'essais complémentaires suite à des essais non concluants au moment de la réception ;
- Le cas échéant, valeurs d'enregistrement de tous les paramètres relatifs aux essais complémentaires.

**5.6. PRESTATION N°12 : REMISE DES DOE**

**5.6.1. Dossier des ouvrages exécutés**

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et autres documents nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage doivent être remis au maître d'ouvrage après avoir été dûment vérifiés et validés par le MOEI conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Remise d'un DOE comprenant :

- Les plans architecte mis à jour conformément à l'exécution des travaux ;
- L'étude thermique mise à jour conformément à l'exécution des travaux et intégrant les valeurs réelles de la perméabilité à l'air du bâtiment suivant le test final, afin de connaître les performances énergétiques réelles des ouvrages ;
- Les plans d'exécution des entreprises ;
- Les notes de calculs des ouvrages établies par les entreprises ;
- Les fiches techniques, certifications et agréments des matériaux et équipements ;
- Les PV et rapports d'essai des matériaux et équipements ;
- Les manuels d'exploitation ;
- Tout autre document utile à l'exploitation des ouvrages.

**5.6.2. Carnet de bord**

La prestation DOE comprend aussi la remise d'un « carnet de bord » consistant en un document présentant succinctement les installations techniques de l'ouvrage et reprenant :

- Les installations de chauffage (principes de production de chaleur, implantation des équipements de chauffage, production d'eau chaude, raccordement et réseau gaz, circuits de chauffage et vannes, réseau de chauffage enterré, sous-stations, armoires électriques de chauffage, etc.) ;
- Les installations de ventilation des locaux (principes de ventilation, implantation des équipements de ventilation, distribution, cuisine, armoires électriques de ventilation, etc.) ;
- Les installations de plomberie (implantations des équipements principaux de plomberie, distribution eau froide, évacuations, production eau chaude, distribution d'eau chaude, récupération des eaux pluviales, etc.) ;
- Les installations d'électricité/courants forts (implantations des postes de transformation, TGBT, tableaux divisionnaires, distribution électrique, fonctionnement de l'éclairage, éclairage de sécurité, groupe électrogène, etc.) ;
- Les installations de sécurité incendie (centrale incendie, synoptique de l'installation, locaux sécurisés PMR, entretien, etc.) ;
- Les installations informatiques (câblage informatique, synoptique de l'installation, équipements informatiques centraux, etc.) ;
- Les installations d'équipements médicaux (bras médicaux, rails lève-malade, éclairage, rails muraux, soulèvement des PMR, etc.) ;
- Les installations d'équipements divers courants faibles (téléphone, interphonie, sonnerie, anti-intrusion, etc.) ;
- Un tableau des équipements nécessitant un contrat et/ou des vérifications périodiques ;

- Le périmètre et la gamme de maintenance prévue selon les fiches techniques des matériels installés.

#### 5.6.3. Autres documents

De même, le groupement titulaire remettra les documents nécessaires à la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) par le prestataire chargé de la coordination sécurité et protection de la santé, ainsi que le dossier d'utilisation, d'exploitation et de maintenance.

### 5.7. PRESTATION N°13 : SUIVI DU PARFAIT ACHEVEMENT

Le groupement titulaire est tenu après la réception des travaux à une obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise nécessités par les réserves formulées à la réception, ou pendant la garantie de parfait achèvement ;
- Exécuter les travaux ou prestations éventuels rendus nécessaires au regard de l'exécution non concluante des essais, contrôles et épreuves ;
- Remédier dans les plus brefs délais à toutes les difficultés qu'il rencontre sur les ouvrages de telle sorte qu'ils soient conformes aux règles de l'art et en mesure d'assurer le service prévu dans les conditions normales d'utilisation ;
- Remettre au maître d'ouvrage les documents relatifs aux ouvrages réalisés.

Le suivi du parfait achèvement est repris dans des rapports trimestriels et annuels remis au maître d'ouvrage par le groupement titulaire. Ces rapports font état de l'avancement de la levée des réserves et désordres et de la planification des interventions à venir pendant toute la durée de la GPA.

## ARTICLE 6. MODALITES COMPLEMENTAIRES AUX PRESTATIONS DE CONCEPTION

Le contrôle de chaque prestation de conception est effectué comme suit :

- Contrôle de la complétude des documents remis suivant les attendus décrits au présent CCAP ;
- Contrôle du contenu de chaque document remis suivant les attendus décrits au présent CCAP ;
- Contrôle de la valeur architecturale, fonctionnelle, technique, etc. de chaque document remis suivant le CCTP, les stipulations de l'offre finale du groupement titulaire et les arrêtés délivrés par la mairie et les services instructeurs des différentes autorisations administratives.

Toutes les validations du maître d'ouvrage auront lieu dans un délai de 2 semaines à compter de la date de remise des documents.

L'absence de notification de la décision du maître d'ouvrage dans le délai mentionné ci-dessus n'emporte pas admission des prestations.

## ARTICLE 7. ORGANISATION INTERNE DU GROUPEMENT

La composition du groupement titulaire est fixée dans l'acte d'engagement.

Toutes les notifications et demandes relatives à l'exécution du marché seront valablement faites au mandataire, quel que soit le membre du groupement concerné par la notification ou la demande.

Dès notification du marché, le mandataire du groupement désigne une personne physique qui représente le groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne l'exécution des prestations du marché à la charge du groupement ; cette personne doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires à l'exécution du marché.

---

À défaut d'une telle désignation, le représentant légal du mandataire du groupement est réputé assurer personnellement les missions prévues au paragraphe précédent.

Le mandataire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent, pour chaque cotraitant membre du groupement :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- À la forme de la société ;
- À la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
- À l'adresse du siège de la société ;
- Au capital social de la société ;
- Et généralement à toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

### **7.1. SOUS-TRAITANCE**

Les sous-traitants ne peuvent intervenir dans l'exécution du marché que sous réserve de leur acceptation préalable constatée par un acte spécial signé des deux parties, conformément aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, aux articles L. 2193-4 à L. 2193-9 du code de la commande publique ainsi qu'aux articles R. 2193-4 à R. 2193-9 du code de la commande publique. Le sous-traitant doit avoir en outre, le cas échéant, adressé les documents visés à l'article 3.6 premier alinéa du CCAG-Travaux dans un délai d'au moins 21 jours précédant le démarrage de son intervention.

Le groupement titulaire transmettra une copie du contrat de sous-traitance au maître d'ouvrage.

Le groupement titulaire transmettra mensuellement une mise à jour de la liste des sous-traitants intervenant sur l'opération.

#### Sous-traitance directe :

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché doit intervenir conformément aux modalités prévues aux articles précités.

Le groupement titulaire remet à cet effet au maître d'ouvrage, contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration indiquant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, ainsi que la copie du ou des jugements prononcés si le sous-traitant est en redressement judiciaire.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du groupement titulaire et avec la répartition des travaux et prestations entre les membres du groupement.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le groupement titulaire doit également joindre à la demande d'acceptation :

- Les pièces attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner ;
- Les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale en cours de validité le cas échéant ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Et toute autre pièce exigible en application de la réglementation en vigueur.

---

L'acceptation du sous-traitant est constatée par un acte spécial signé par le groupement titulaire et le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage pourra refuser d'accepter un sous-traitant ne présentant pas des capacités techniques, professionnelles ou financières suffisantes eu égard aux prestations sous-traitées, ne remplissant pas les conditions d'accès à la commande publique ou pour lequel les conditions financières proposées méconnaîtraient les termes du présent marché.

#### Sous-traitance indirecte :

La sous-traitance indirecte n'est autorisée que dans le respect des conditions prévues au CCAG-Travaux.

#### Dispositions générales :

À tout moment au cours de l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut solliciter par ordre de service adressé au groupement titulaire la communication des justificatifs de la présence d'une entreprise sur le chantier.

Le groupement tient à jour la liste de ses sous-traitants qu'il remet au maître d'ouvrage mise à jour à chaque modification. À première demande du maître d'ouvrage, le groupement titulaire lui transmet une copie des contrats de sous-traitance et de leurs éventuels avenants. En outre, si le groupement titulaire a sous-traité sans que le maître d'ouvrage ait accepté et agréé le sous-traitant, ou s'il n'a pas communiqué, un mois après une mise en demeure, le contrat de sous-traitance, il s'expose à l'application des clauses de résiliation prévues dans le présent CCAP. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable au maître d'ouvrage ; il ne constitue pas une pièce du marché.

Un sous-traitant accepté est tenu de l'ensemble des obligations résultant du présent marché et applicables à raison de la nature des prestations ou travaux sous-traités. En cours d'exécution du marché, le groupement titulaire demeure en tout état de cause responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

### **7.2. CONSTITUTION DE L'EQUIPE DU GROUPEMENT TITULAIRE**

Le marché sera conclu en un seul lot avec une équipe pluridisciplinaire regroupant toutes les compétences requises pour l'exécution du marché et comprenant au minimum :

- Une entreprise générale ou des entrepreneurs groupés qualifiés et assurés pour réaliser des travaux tous corps d'état. ;
- Une composante de maîtrise d'œuvre habilitée à exercer la profession d'architecte en France et autres missions, dont le détail est repris dans le règlement de la consultation.
- Un organisme financeur.

## **ARTICLE 8. AUTRES INTERVENANTS**

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP de l'opération. Toutes les dispositions de l'offre du groupement titulaire jugées par le maître d'ouvrage d'un niveau supérieur à celles du CCTP sont réputées acquises par le maître d'ouvrage.

Toutes prestations, besoins, exigences et missions indiquées au CCTP sont considérées comme dues. Toutes les contraintes listées au CCTP sont à respecter et sont considérées comme maîtrisées, aucune variation de prix ne pourra être acceptée du fait du non-respect de ces contraintes.

### **8.1. CONTROLE TECHNIQUE**

La mission de contrôle technique sera confiée à un prestataire extérieur au groupement titulaire par le maître d'ouvrage. Le contrôleur technique n'est pas encore désigné. Son identité sera communiquée ultérieurement.

---

**Missions confiées :**

LP	Solidité des ouvrages et des équipements indissociables au bâtiment
SEI	Sécurité incendie des personnes dans les établissements recevant du public
LE	Solidité des existants
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
HAND	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
Attestation HAND	Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux
GTB	Gestion technique du bâtiment
Th	Isolation thermique et économies d'énergie dans les bâtiments
VIEL	Vérification initiale des installations électriques

**8.2. COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

La mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé est confiée à un prestataire extérieur au groupement titulaire par le maître d'ouvrage. Le coordonnateur n'est pas encore désigné. Son identité sera communiquée ultérieurement.

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et aux différents décrets et arrêtés précisant les modalités d'application de la loi, notamment le décret n°2003-68 du 24 janvier 2003.

Cette opération est classée en 1ère catégorie au sens de l'article R. 4532-1 du code du Travail et est donc soumise à l'obligation de constituer un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, dans les conditions prévues aux articles L. 4532-10 à L. 4532-15 et R. 4532-77 à R. 4532-94 (décret n°95.543 du 4 mai 1995) du code du travail.

**Missions confiées :****CATEGORIE 1****Phase conception :**

- Registre journal de la coordination ;
- Déclaration préalable ;
- Plan général de coordination ;
- Dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage ;
- Projet du règlement du CISSCT.

**Phase réalisation :**

- Mise à jour de la déclaration préalable ;
- Inspections communes ;
- Analyse et harmonisation des PPSPS ;
- Réunion du CISSCT ;
- Réunion de chantier ;
- Visites inopinées de chantier ;
- Mise à jour du PGC ;
- Mise à jour du DIUO.

---

## **ARTICLE 9. SUBSTITUTION D'UN MEMBRE DEFAILLANT DU GROUPEMENT**

Si en cours d'exécution, le groupement titulaire apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'incapacité de maintenir sa candidature ou d'exécuter ses obligations contractuelles pour des raisons qui ne sont pas de son fait, notamment en cas :

- De survenance d'un événement revêtant les caractéristiques de la force majeure au sens des dispositions de l'article 1148 du code civil ;
- De l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire assorties d'un refus du mandataire de poursuivre l'exécution du contrat suite à une mise en demeure du maître d'ouvrage dans les conditions prescrites par les dispositions des articles L. 622-13 et L. 641-11- 1 du code de commerce.

Il pourra solliciter auprès du maître d'ouvrage la substitution de l'opérateur défaillant par un opérateur tiers selon le mécanisme de la cession conventionnelle de contrat.

Le maître d'ouvrage se prononcera sur cette demande après examen des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement ainsi modifié.

## **ARTICLE 10. REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Par dérogation aux l'articles 50 et 51 du CCAG-Travaux, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le groupement titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au groupement titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de ladite loi. En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du groupement titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le groupement titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnités pour le groupement titulaire.

## **ARTICLE 11. DISPOSITIONS GENERALES**

### **11.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL**

Le groupement titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du code du travail, le groupement titulaire est tenu de produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans ce cadre.

---

En cas de non remise par le groupement titulaire desdits documents, le maître d'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu au code du travail.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application du code du travail et avant la notification du marché, le groupement titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier, ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

### **11.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le groupement titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application du code du travail, le groupement titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans ce cadre.

En cas de non remise par le groupement titulaire desdits documents, le maître d'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu au code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le groupement titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du....., ayant pour objet ..... »*

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

## ARTICLE 12. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

### 12.1. PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (dont DPGF, répartition entre cotraitants, ordres de service, mise au point...);
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre de l'entreprise :
  - Pièces écrites ;
  - Pièces graphiques ;
  - Planning.
- Les réponses aux questions posés au cours de la procédure.

### 12.2. PIECES GENERALES

- Les clauses techniques générales applicables aux travaux de bâtiment ainsi que toutes les réglementations et dispositions d'ordre public applicables au présent marché (notamment les normes NF et EU, les DTU, règles de calcul reprises dans le REEF, règlement sanitaire départemental...);
- Les cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, à savoir le CCAG-Travaux du 30 mars 2021, et aux marchés de maîtrise d'œuvre, à savoir le CCAG-Moe du 30 mars 2021, selon les principes suivants :
  - Le CCAG-Travaux s'applique, dans la limite des dispositions des autres CCAG auxquelles le tableau ci-dessous renvoie ;
  - En cas de contradiction apparente entre les dispositions du CCAG-Travaux et celles d'un autre CCAG visées dans le tableau ci-après, les dispositions du CCAG-Travaux sont écartées dans la stricte limite de leur incompatibilité avec les dispositions concernées de l'autre CCAG :

PRESTATION	LIBELLE	CCAG CONCERNE
Prestation n°1	Etablissement de l'avant-projet détaillé (APS)	CCAG-MOE
Prestation n°2	Compléments aux études d'avant-projet remises dans l'offre, établissement de l'avant-projet définitif (APD) et du projet	CCAG-MOE
Prestation n°3	Dossier de demande de permis de construire et autres autorisations administratives	CCAG-MOE
Prestation n°4	Études de projet (PRO)	CCAG-MOE
Prestation n°5	Remise du cahier prévisionnel remise documentaire (CPRD)	CCAG-MOE
Prestation n°6	Remise du planning général et du planning études	CCAG-MOE
Prestation n°7	Études d'exécution et de synthèse (réalisées en phase conception)	CCAG-MOE
Prestation n°8	Travaux de préparation et de réalisation de l'ouvrage (compris fondations)	CCAG-Travaux
Prestation n°9	Ordonnancement, pilotage, coordination du chantier	CCAG-Travaux
Prestation n°10	Direction de l'exécution des travaux	CCAG-Travaux
Prestation n°11	Réception des travaux et mise en service des blocs modulaires	CCAG-Travaux
Prestation n°12	Remise des DOE	CCAG-Travaux
Prestation n°13	Suivi de la garantie de parfait achèvement	CCAG-Travaux



---

### 12.3. MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET

#### 12.3.1. Modifications proposées par le groupement titulaire

Toute proposition de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet d'un visa de la composante maîtrise d'œuvre du groupement titulaire ou sur avis du bureau de contrôle, devra être adressée par le mandataire au maître d'ouvrage

Ces propositions formulées par le mandataire devront être accompagnées :

- De l'avis de la composante maîtrise d'œuvre du groupement ;
- D'une notice explicative donnant les motifs qui ont conduit à cette proposition ;
- De l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) entraînée par la modification (base marché) ;
- De l'influence que peut avoir ce choix sur les délais.

Dans un délai de 15 jours ouvrables, il sera alors notifié au compte rendu de réunion, au groupement titulaire, la décision sur la proposition reçue. Cette décision pourra être assortie de réserves. En cas de désaccord ou de demande de complément d'études, une nouvelle proposition fera l'objet de la même procédure d'approbation sans que pour autant le délai d'exécution puisse être modifié.

Si à la fin du délai imparti pour l'instruction de cette demande de modification aucune réponse n'est donnée, la proposition sera considérée comme refusée.

Le maître d'ouvrage pourra passer des marchés ayant pour objet des prestations similaires conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

Il pourra également modifier le marché en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Il est à noter que les travaux modificatifs ou supplémentaires devront faire l'objet d'un avenant, ou *a minima* d'un ordre de service notifié par le maître d'ouvrage et repris dans un avenant.

#### 12.3.2. Modifications résultant d'une demande du maître d'ouvrage

Toute demande de la part du maître d'ouvrage visant à modifier le projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux documents ayant fait l'objet du visa de la composante maîtrise d'œuvre du groupement titulaire ou sur avis du bureau de contrôle, fera l'objet d'un ordre de service précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la réception de cet ordre de service, le mandataire du groupement adressera à la composante maîtrise d'œuvre du groupement une note précisant dans quelles conditions de délai et de prix une proposition technique et architecturale répondant à la demande de modification du maître d'ouvrage pourra être élaborée.

Dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la réception de cette note, la composante maîtrise d'œuvre du groupement titulaire transmettra son avis sur la modification demandée au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fera part de sa décision sur l'acceptation ou non de ces conditions d'études au mandataire du groupement titulaire par ordre de service. Si l'accord en est donné, la composante maîtrise d'œuvre du groupement titulaire fera établir dans les délais arrêtés les études demandées qui comporteront en outre :

- Une notice technique et explicative ;
- Les plans modificatifs ;
- Un détail de l'incidence financière sur le coût global de l'opération (base marché) ;
- Une note sur l'incidence de la modification sur les délais ;

- Une note sur l'incidence de la modification des performances énergétiques et environnementales.

Il pourra également modifier le marché en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Il est à noter que les travaux modificatifs ou supplémentaires devront faire l'objet d'un avenant, ou *a minima* d'un ordre de service notifié par le maître d'ouvrage et repris dans un avenant.

## ARTICLE 13. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 13.1. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement à l'opérateur mandataire, à ses cotraitants et aux sous-traitants.

### 13.2. CONTENU DES PRIX

Le prix du marché est hors TVA.

Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur (notification du maître d'ouvrage).

Le prix établi par le groupement tient compte des indications et dépenses suivantes :

- L'établissement des demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris toutes les notices et annexes ;
- Les affichages réglementaires et leur maintien sur le(s) site(s) et notamment ceux des autorisations administratives ;
- Les travaux doivent être livrés, exécutés complètement et conformément, en tous points, aux stipulations du marché et aux règles de l'art. Ils doivent satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres ;
- Les dépenses afférentes à la coordination des prestations réalisées par des intervenants différents ;
- Les frais inhérents à la couverture du risque de défaillance éventuelle des éventuels sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations prévues au marché ;
- Les frais de constat des ouvrages mitoyens à l'opération dont les procédures de « référé préventif » ;
- Les autorisations et droits de voiries (à charge du groupement) ;
- Les modifications apportées au projet par le groupement titulaire :
  - Suite aux demandes exécutoires des services de sécurité et d'hygiène lors de l'instruction des demandes d'autorisations administratives dès lors que ces demandes ne dépassent pas la stricte réglementation ;
  - Suite aux demandes des services de prévention et de la commission de sécurité (le cas échéant), ou des services instructeurs des ABF, ou toutes autres études de dossiers administratifs ;
  - Suite aux demandes des services de l'inspection du travail, CRAMIF, OPPBTP dans le cadre de la préparation de l'organisation et du déroulement du chantier ;
  - Reprise aux frais du groupement des études et des travaux dans les hypothèses prévues au présent CCAP et dans le CCTP ;
  - Reprise aux frais du groupement des études et des travaux résultant d'avis défavorables ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs ;
  - Frais de coordination relatifs au groupement ;
  - Coûts de desserte des chantiers, y compris voirie provisoire si nécessaire, et amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
  - Installations d'éclairage, de signalisation et de balisage ;
  - Installations communes d'hygiène : sanitaires, douches, vestiaires, lieux de restauration ;
  - Coûts d'implantation des ouvrages ;
  - Sujétions relatives au préchauffage des chantiers pour les travaux intérieurs en tant que de besoin eu égard à l'avancement des chantiers ;

- Frais nécessaires aux essais et épreuves prévus par le présent CCAP ou par le groupement titulaire lors de la remise de son offre (CONSUEL, vérifications préalables...) ;
- Répartition, à viser par le mandataire entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier, des sujétions afférentes à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques ;
- Répartition des dépenses d'installations communes, qui sont également à fixer par le mandataire ;
- Sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de plusieurs ouvrages ;
- Nettoyage régulier du chantier et de ses abords ;
- Nettoyage complet des locaux demandé le cas échéant par le maître d'ouvrage ;
- Nettoyage complet des locaux avant chaque livraison ;
- Protection des installations et des bâtiments existants ;
- D'une manière générale, toutes les dépenses prévues au CCAG-Travaux ;
- Comprises les dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri et l'évacuation des déchets (quels qu'ils soient – y compris amiante) conformément à la législation en vigueur et au guide de recommandation des déchets de chantier (Préfecture) ;
- Comprises les dépenses liées à la gestion écologique du chantier :
  - Intégrer la gestion des déchets lors de l'exécution des travaux ainsi que la prévention des pollutions et nuisances, en privilégiant pour chaque catégorie de déchets selon la hiérarchie suivante : la réduction, le réemploi, le recyclage, les autres valorisations (énergie) avant le stockage. De ce fait, cette hiérarchie interférera dans le choix des solutions techniques mises en œuvre sur le chantier ;
  - Inclure le coût d'élimination (gestion des déchets sur le chantier, conditionnement, transport, traitement) dans les dépenses globales et en favorisant l'organisation de la démarche. Le diagnostic déchets sera peut-être nécessaire ;
  - S'assurer de la traçabilité de l'ensemble des déchets générés par le chantier, tout au long des travaux et jusqu'au traitement en centralisant l'ensemble des documents justificatifs ;
  - Rechercher avec les collectivités des sites conformes pour le dépôt et le stockage des déchets inertes ;
  - Réaliser le tri et l'évacuation des déchets conformément à la législation en vigueur (loi n°96-646 du 13 juillet 1992) et au guide de recommandations de déchets de chantier (Préfecture) – établissement d'un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) ;
  - Comprises les dispositions et précautions à prendre par l'entreprise pour atténuer la gêne occasionnée aux personnes pendant la durée des travaux ;
  - Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.), il est spécifié que l'importance de l'ensemble des bruits de chantier ne devra en aucun cas dépasser 70 décibels aux limites du domaine public. Seul l'emploi de compresseurs insonorisés est autorisé ;
  - Odeurs, fumées, gaz (moteur thermique, etc.) NOTA : les feux de destruction des vieux bois, papiers, emballages ou autres, sont interdits ;
  - Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc. ;
  - Détritus divers et gravois, stockage à l'extérieur de l'emprise du chantier ;
  - Etat défectueux des voies d'accès, boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations ;
  - Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, de leur éclairage artificiel et de leur signalisation ;
  - L'emploi des explosifs est interdit.
- Le prix doit inclure la partie financement, s'entendant sur une location longue durée avec option d'achat, incluant la partie garantie ;
- La prime ne peut être réclamée à part et est incluse dans le prix des loyers.

---

Sur simple constat par le maître d'ouvrage du non-respect des clauses ci-dessus, et après mise en demeure du mandataire, le maître d'ouvrage pourra faire réaliser les prestations correspondantes. Le coût de cette intervention sera réglé par le maître d'ouvrage et déduit du décompte mensuel du ou des cotraitant(s) concerné(s).

Conformément au CCAG-Travaux, en cas d'urgence, il fera intervenir un opérateur spécialisé, sans mise en demeure, aux frais et risques du groupement titulaire.

En outre, le groupement titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments définis à la date du marché et afférents à l'exécution des travaux, il reconnaît avant la remise de son acte d'engagement :

- Avoir contrôlé et complété, si besoin est, les indications des documents de la consultation ;
- Avoir pris connaissance complète et entière du site d'implantation des ouvrages et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre... ;
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.

Tous travaux bruyants (plus de 70 décibels) ne seront pas effectués les samedis et dimanches, ces coûts devant être intégrés dans le prix du marché. Ils ne donneront lieu à aucune augmentation du montant du marché, ni à aucun dédommagement.

Le groupement titulaire tient compte des frais afférents à l'utilisation éventuelle de brevets ou procédés spéciaux, relatifs à la réalisation d'un bâtiment.

### **13.3. VERSEMENT DES LOYERS**

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché sont réglés par des loyers mensuels à compter de la date de réception et à date fixe tous les mois par prélèvement. Le premier loyer est considéré au premier jour du mois suivant la date de réception et au pro-rata du nombre de jours calendaires de la date de réception et la fin du mois de réception.

Pendant la phase chantier, le groupement titulaire proposera les conditions et modalités de paiements des entreprises cotraitantes et sous-traitants éventuels, que l'organisme financeur demandera.

Le cas échéant, les modalités de variation des prix seront présentées dans le plan de financement établi par l'organisme financeur.

## **ARTICLE 14. DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES – CALENDRIER**

### **14.1. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET TRAVAUX**

Les délais courent à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Les délais impartis englobent les études et travaux nécessaires au respect des règles en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en fin de construction.

- **Etudes :**

Il est signalé que chaque étape de la conception doit recevoir la validation du maître d'ouvrage avant d'enclencher la phase réalisation.

---

- **Travaux :**

- DELAI DE PREPARATION

À l'issue de la phase étude, le délai de préparation des travaux est au choix du groupement titulaire. Ce délai est inclus dans le délai de la phase réalisation.

- CALENDRIER D'EXECUTION

Le groupement titulaire doit établir un calendrier détaillé de réalisation de l'ouvrage. Le calendrier détaillé devra donner les dates et détails de réalisation des prestations et travaux correspondant à la décomposition des prix. Il devra également faire apparaître les dates de remise des documents nécessaires à l'exécution.

Il doit en outre établir :

- Le calendrier directeur des études précisant les thèmes à traiter ;
- Le calendrier de production des documents d'exécution relatifs à la réalisation des ouvrages ;
- Le calendrier de réalisations des travaux découpé par tâches principales ;
- Le calendrier de présentation et validation des échantillons.

La mise à jour de ces documents sera hebdomadaire. Le groupement titulaire devra fournir des calendriers de rattrapage nécessaires en cas d'actions correctives.

Ces documents seront adressés au maître d'ouvrage en un exemplaire.

- **Délai de levé des réserves :**

Il est fixé à 2 semaines à compter de la notification du procès-verbal de réception.

- **Parfait achèvement :**

Le délai du parfait achèvement est de 12 mois à partir de la réception des travaux.

#### **14.2. PROLONGATION POUR INTEMPERIES**

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 25 jours.

En vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé au-delà de 25 jours d'intempéries d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plus des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant celle la plus proche du site).

Nature du phénomène, intensité limite et durée :

- |                   |  |
|-------------------|--|
| • Précipitations  | 15 mm d'eau entre 8 h et 18 h  |
| • Température     | -5°C la nuit et température < -2°C au sol à 10 heures<br>+ 20°C la nuit et température > 30°C au sol à l'ombre à 10 heures |
| • Neige           | 5 cm de hauteur de neige constaté entre 8h et 18h  |
| • Vitesse du vent | > 70 km/h entre 8h et 18h  |
| • Gel Verglas     | Tenace empêchant les transports  |

Le délai d'exécution des travaux concerné sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plus des phénomènes naturels, relevé à la station météorologique de référence, pourra permettre la justification officielle par un organisme agréé de jours d'intempéries, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution de ces mêmes travaux.

---

Lorsqu'un de ces faits de nature à modifier les dates d'exécution contractuelles survient, le groupement doit le faire connaître dans les 8 jours à compter de la survenance de cet événement, par écrit au maître d'ouvrage.

### **14.3. PENALITES**

Les pénalités émises seront déduites des loyers et cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable.

Il appartient au mandataire de se prémunir des conséquences de l'application automatique des pénalités par une information éclairée et précise de modification du calendrier dûment accepté par le maître d'ouvrage. Les délais sont automatiquement recalés au regard d'un manquement du maître d'ouvrage dûment constaté par le mandataire.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au groupement titulaire pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités inférieures à 1 000 € ne sont pas exonérées.

Toutes les retenues sont cumulables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du maître d'ouvrage.

Modalités de répartition des pénalités entre les membres du groupement :

Par dérogation à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées au mandataire.

Aucune réclamation relative à la répartition des pénalités entre les membres du groupement titulaire ne peut être adressée au maître d'ouvrage.

#### **14.3.1. Retard dans le dépôt du permis de construire ou dans la remise des prestations d'études**

Il sera appliqué une pénalité journalière de 1 000 € par jour calendaire de retard, en cas de dépassement du délai de remise des prestations d'études, constaté par le maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé par le groupement titulaire, de remettre tout ou partie de ces pénalités.

#### **14.3.2. Retard dans l'achèvement des travaux (y compris mise en service)**

Il sera appliqué une pénalité par jour calendaire de 1/200ème du montant du marché, en cas de dépassement du délai d'exécution constaté par le maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé par le groupement titulaire, de remettre tout ou partie de ces pénalités.

Un report de réception lié à un avis défavorable de la commission de sécurité ou à une impossibilité mise en exploitation sera sanctionné par les pénalités prévues à cet article, si l'événement est de responsabilité du groupement titulaire.

#### **14.3.3. Retard dans la levée des réserves**

Tout dépassement du délai mentionné au procès-verbal de réception pour lever les réserves fera l'objet de l'application d'une pénalité d'un montant de 600 € par jour calendaire de retard.

---

#### 14.3.4. Absence de l'architecte / du représentant du groupement titulaire

La pénalité, fixée à 500 €, est automatiquement appliquée au mandataire du groupement en cas d'absence de l'architecte / du représentant du groupement titulaire, ou de son représentant dûment habilité par le maître d'ouvrage, à toute réunion en phase étude (avant-projet ou projet) et aux invitations en phase réalisation.

#### 14.3.5. Absence aux rendez-vous de chantier

Les pénalités seront automatiquement appliquées au membre du groupement de conception-réalisation qui, ayant été dûment convoqué, n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier hebdomadaires prévus dans le présent CCAP.

Ces pénalités sont fixées à 500 € par absence et à 200 € pour tout retard supérieur à 15 minutes.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence du mandataire.

#### 14.3.6. Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

À la fin des travaux, le groupement ou le mandataire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du groupement ou du mandataire sans préjudice d'une pénalité de 1/200ème du montant du marché par jour calendaire de retard.

#### 14.3.7. Non-respect du délai de remise de documents après exécution

Les documents fournis après exécution seront remis au plus tard dans le délai de 60 jours à compter de la réception des travaux. Passé ce délai, une pénalité de 100 € et par document pourra être appliquée par jour calendaire de retard.

#### 14.3.8. Non-respect des dispositions relatives à l'exécution des travaux

Indépendamment de la réparation intégrale du préjudice éventuellement subi par le maître d'ouvrage, le groupement titulaire pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

- Non-respect des dispositions du PPSPS et/ou du plan de prévention :

Négligence dans le respect des consignes de sécurité pendant et en dehors des heures ouvrées : une pénalité fixée à 1 000 € par infraction constatée par le CSPS ou par le maître d'ouvrage, sera appliquée à tout opérateur économique intervenant sur le chantier, celui-ci étant responsable des dégâts qui pourraient être causés par négligence.

- Intervention sur chantier d'une entreprise non agréée (entreprise non bénéficiaire d'un agrément de sous-traitance pour ce chantier) :

En cas d'exécution de travaux en sous-traitance par une entreprise non agréée (non-respect du code du travail), une pénalité de 1 000 € sera appliquée sur simple constat du maître d'ouvrage ou du CSPS.

- Travaux bruyants en dehors des heures tolérées :

Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée par le CSPS.

- 
- Matériel non conforme aux exigences acoustiques :

En cas d'utilisation par l'entreprise de matériel non conforme aux exigences acoustiques, il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée par le CSPS.

- Troubles à la circulation autour du chantier, arrêt ou stationnement interdits :

Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 500 € par trouble constaté par le CSPS.

- Absence de signalisation sur domaine public :

Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée par les services de la ville ou le CSPS.

- Manquement aux règles de nettoyage des camions partant du chantier :

Manquement, par un opérateur économique intervenant sur le chantier, aux règles de nettoyage des camions en partance du chantier : il sera appliqué une pénalité de 250 € par camion constaté comme mal nettoyé.

- Non-respect du nettoyage du chantier :

En cas de non-respect des engagements de nettoyage de chantier établis par le groupement titulaire et validés par le maître d'ouvrage, il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée par le CSPS, le maître d'ouvrage ou son représentant.

- Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites :

En cas de constat de dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites, il sera appliqué une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.

- Présence de déchets dans une benne non appropriée :

En cas de dépôt de déchets dans une benne non appropriée, il sera appliqué une pénalité de 300 € par infraction constatée.

- Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets :

En cas de dépôt sauvage ou d'enfouissement de déchets, il sera appliqué une pénalité de 1 000 € par infraction constatée par le CSPS, le maître d'ouvrage ou son représentant.

- Non-respect des plans de circulation du chantier :

En cas de non-respect des plans de circulation par un opérateur économique, il sera appliqué une pénalité de 200 € par infraction constatée par le CSPS, le maître d'ouvrage ou son représentant.



#### 14.3.9. Autres pénalités

Les pénalités complémentaires suivantes s'appliquent également :

- Absence de remise du PPSPS :

Une pénalité est automatiquement appliquée à tout opérateur intervenant au titre de l'opération (groupement titulaire/co-traitant/sous-traitant), si celui-ci ne remet pas son plan particulier de protection de la santé (PPSPS) dans le délai fixé. Cette pénalité est fixée à 250 € par jour calendaire de retard.

- Absence de présentation de documents ou de renseignements :

En cas de non présentation de documents ou de renseignements demandés par le maître d'ouvrage durant l'exécution du marché (autres que le PPSPS), il sera appliqué une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard à compter de la demande ou de la date du compte-rendu qui en fait mention.

- Absence ou retard de présentation des échantillons :

En cas de non présentation des échantillons dans le délai stipulé sur le calendrier spécifique aux échantillons (incluant les validations du maître d'ouvrage), il sera appliqué une pénalité de 600 € par jour calendaire de retard.

- Non-respect des règles d'hygiène :

Il est impératif de respecter l'hygiène hospitalière, cela doit être le leitmotiv de tous les intervenants et passer en priorité avant la réalisation des ouvrages.

Tout manquement est immédiatement sanctionné par l'application d'une pénalité forfaitaire de 200 € et des frais de remise en état dont le coût horaire appliqué est de 35 € / heure / intervenant (+ les autres frais éventuels), si le (ou les) fautif(s) n'est / ne sont pas découverts.

Toutes les pénalités sont supportées par le groupement titulaire (au travers des futurs loyers).

### ARTICLE 15. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

#### 15.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

La provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au groupement titulaire est établie lors de la phase 1 (conception) pour l'ensemble de l'opération.

Dans tous les cas où les mots "équivalent" ou "similaire" sont employés dans le CCTP, les entrepreneurs doivent soumettre le produit à substituer et le nom du fabricant à la composante de maîtrise d'œuvre du groupement titulaire et au bureau de contrôle qui apprécie s'il y a équivalence ou similitude. Le maître d'ouvrage, au regard des avis fournis, appréciera l'équivalence ou la similitude des produits substitués. Dans le cas où 'il n'y a pas équivalence ou similitude entre les produits présentés et ceux prescrits par le CCTP, le groupement titulaire est tenu de fournir ces derniers.

De même, dans le cas de prestations pour lesquelles les marques et les spécifications des fournitures sont précisées dans le CCTP, le maître d'ouvrage se réserve le droit, si l'intérêt de l'utilisateur est en jeu, d'interdire toute substitution.

En ce qui concerne les locaux témoins, les échantillons de matériaux, matériels et fournitures, il est précisé que leur présentation doit être faite dans un délai maximum de 6 mois à compter de la date d'origine du délai contractuel.

À la suite de la présentation des échantillons et des locaux témoins, le maître d'ouvrage fixe son choix. Les échantillons retenus sont entreposés dans un local aménagé à cet effet et n'en sont retirés qu'après réception.

---

Tout travail exécuté avant que le maître d'ouvrage ait donné son accord sur les échantillons sera refusé. Il est spécifié que les échantillons ne sont considérés comme définitivement acceptés qu'après accord sur les locaux et ouvrages témoins par le maître d'ouvrage.

L'emploi de fabrication ou de procédés non traditionnels ne peut être autorisé que s'ils ont fait l'objet d'un avis technique du CSTB ou, à défaut, d'un accord du contrôleur technique, confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances.

Le groupement titulaire est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité des matériaux et de fournir tous les échantillons de matériaux qui lui sont demandés. La fourniture de ces échantillons et les frais de ces essais sont à la charge du groupement titulaire.

Le maître d'ouvrage, la composante de maîtrise d'œuvre du groupement titulaire et le contrôleur technique ont le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers et carrières de tout opérateur économique intervenant sur l'opération, y compris leurs fournisseurs, pour procéder à la vérification et à l'essai des matières premières avant usinage, au contrôle de la fabrication et de l'expédition des fournitures destinées aux travaux du marché. Les diligences nécessaires pour permettre ces contrôles incombent au groupement titulaire.

Les matériaux, matériels et fournitures approvisionnés doivent être mis de côté et signalés de façon apparente et immédiatement enlevés du chantier.

## **15.2. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **15.2.1. Vérification des matériaux, produits et composant de construction**

Les études réalisées lors de la phase 1 (conception) précisent quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérification ou de surveillance de fabrication dans les usines, magasins et carrières, des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité seront assurées par le laboratoire désigné par le maître d'ouvrage.

### **15.2.2. Essais et vérifications complémentaires effectués par le maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché à la charge du groupement titulaire.

Dans le cas où le résultat des essais ou vérifications est favorable au groupement titulaire, ils seront réglés par le maître d'ouvrage. Dans le cas contraire, leur coût sera à la charge du groupement titulaire.

## **ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **16.1. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES**

Le groupement titulaire met ses connaissances antérieures au service du maître d'ouvrage. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le maître d'ouvrage, le groupement titulaire et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

### **16.2. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L. 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

---

L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Ce droit comporte des attributs d'ordre moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial.

Seuls les droits patrimoniaux de l'auteur, qui comprennent le droit de reproduction et le droit de représentation sont librement cessibles.

L'architecte jouit, en tant qu'auteur, du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. À la mort de l'auteur, il est transmis à ses héritiers.

Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

### **16.3. DOMMAGES AUX TIERS**

La réception des travaux ne fait pas obstacle à ce que le groupement puisse être appelé en garantie par le maître d'ouvrage ou voir sa responsabilité engagée pour des dommages causés aux tiers à l'occasion des travaux réalisés en exécution du marché.

## **ARTICLE 17. OBLIGATION DU GROUPEMENT TITULAIRE**

### **17.1. PIÈCES MENTIONNÉES À L'ARTICLE D 8222-5 OU D 8222-7 DU CODE DU TRAVAIL**

Le groupement titulaire s'engage à transmettre tous les 6 mois à compter de la date de notification du présent marché les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas du défaut du groupement titulaire, le maître d'ouvrage le mettra en demeure de s'exécuter dans un délai donné. La mise en demeure restant infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du groupement titulaire sans que celui-ci ne puisse réclamer aucune indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le groupement titulaire ait été informé de la sanction envisagée et ait été invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

### **17.2. OBLIGATIONS DE DISCRETION**

Le groupement titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les obligations du présent article s'appliquent également aux sous-traitants ; le groupement s'engage à les leur communiquer.

## **ARTICLE 18. DISPOSITIONS DIVERSES**

La loi française est seule applicable au présent marché.

L'usage de la langue française est obligatoire dans les réunions, les rapports, les correspondances, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

Si un différend survient à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable.

En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, la juri sera le tribunal administratif de Lille.

---

Si le groupement titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Dans le cas où le maître d'ouvrage décide de ne pas donner de suite même partielle à l'opération, avant la notification du marché au groupement retenu, ce dernier ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

## **ARTICLE 19. RESILIATION DU MARCHE**

En dérogation au chapitre 7 du CCAG-travaux :

### **19.1. MODALITE DE LA RESILIATION**

**Résiliation après mise en demeure préalable :**

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du maître d'ouvrage après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de 8 jours sans que le groupement titulaire ou ses ayants-droits puissent prétendre à une indemnité quelconque (dans le cas d'entrepreneurs groupés, le marché peut être résilié pour la partie afférente à l'un quelconque des entrepreneurs) lorsque :

- L'utilisation des résultats par le maître d'ouvrage est gravement compromise, parce que le groupement titulaire a pris du retard dans l'exécution du marché ;
- Le groupement titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le groupement titulaire n'a pas communiqué les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :
  - Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
  - À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
  - À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
  - À sa nationalité ;
  - À son domicile ou à son siège social ;
  - Au montant de son capital social ;
  - Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
  - Aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.
- Le groupement titulaire ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;
- Le groupement titulaire ne remplit pas en temps voulu les obligations relatives aux cautionnements ;
- Le groupement titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la discrétion, à la sécurité et au secret ;
- Le groupement titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ;
- Le groupement titulaire ne respecte pas les obligations, relatives aux liens avec les organismes étrangers ;
- Le groupement titulaire entrave le libre exercice du contrôle en cours d'exécution ;
- En cas de décès au sein du groupement titulaire en nom personnel, sauf droit pour le maître d'ouvrage d'accepter, avec l'accord préalable du mandataire commun dans le cas d'un groupement d'entrepreneurs, les offres des héritiers ou des successeurs de l'entrepreneur ;
- En cas de dissolution ou de liquidation judiciaire du groupement titulaire si celle-ci est constituée en société ;
- En cas d'abandon de chantier, ou de réduction d'activité apportant des perturbations dans le déroulement normal du chantier, dûment constatés par le maître d'ouvrage, ou toute personne qu'ils auront mandatée à cet effet, si la reprise n'est pas effectuée 8 jours après réception d'une lettre recommandée valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 2 jours en cas d'urgence ;
- En cas de sous-traitance, cession, transfert ou apport du marché sans l'autorisation du maître d'ouvrage ;

- 
- Enfin, dans tous les autres cas où le groupement titulaire ne s'est pas conformé aux stipulations du marché ou aux ordres écrits qui lui ont été donnés sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure ; si le groupement titulaire n'exécute pas les travaux qui lui sont demandés dans le délai de 8 jours à compter du jour de la mise en demeure qui lui est signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ce délai peut être ramené à 2 jours en cas d'urgence.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. Sauf stipulation différente, le groupement titulaire dispose d'un mois, à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations. Dans le cas d'un mandataire commun, la notification est également effectuée au mandataire commun.

#### **Résiliation sans mise en demeure préalable :**

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du maître d'ouvrage sans mise en demeure préalable et sans que le groupement titulaire ou ses ayants-droits puissent prétendre à une indemnité quelconque (dans le cas d'entrepreneurs groupés, le marché peut être résilié pour la partie afférente à l'un des entrepreneurs) lorsque :

- Le groupement titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure ;
- Le groupement titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, de tromperie grave sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux.

La décision de résiliation doit préciser que cette dernière est prononcée aux torts du groupement titulaire.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le groupement titulaire.

#### **Décompte de résiliation :**

**Il est rappelé que les loyers ne seront payés qu'à partir de la réception. En cas de résiliation du marché attribué au groupement titulaire et faute d'un ouvrage non exploitable, le maître d'ouvrage ne procédera au paiement d'aucun loyer.**

### **19.2. CONSEQUENCE DE LA RESILIATION OU DE LA MISE EN REGIE**

Dans tous les cas de résiliation du marché, il est procédé par le maître d'ouvrage, en présence du contrôleur technique ou toute personne qu'il aura mandatée à cet effet et du groupement titulaire, à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier du groupement titulaire.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé par les parties hors maître d'ouvrage, visé par le représentant de la composante de maîtrise d'œuvre du groupement titulaire et le contrôleur technique ou toute personne qu'ils auront mandatée à cet effet, auquel sont annexés les attachements figurés et dessins d'exécution des ouvrages réalisés ainsi que leur évaluation.

Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le maître d'ouvrage à chacune des parties.

Le groupement titulaire ne peut refuser de céder au maître d'ouvrage, les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier et le matériel construit spécialement pour le chantier en cause et qui ne serait pas susceptible d'être employé sur d'autres chantiers, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés et qui seraient propriété du groupement titulaire. La cession est faite aux prix convenus au marché ou à défaut à ceux fixés à dire d'expert.

Le groupement titulaire défaillant est tenu d'évacuer du chantier et de ses annexes (hangars, magasins, bureaux...) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le maître d'ouvrage, dans le délai d'un mois à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence.

---

Faute par le groupement titulaire d'avoir évacué le chantier dans ce délai, le maître d'ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls du groupement titulaire.

Le groupement titulaire doit fournir sans délai le détail des primes d'assurances qu'il a payées au titre des ouvrages qu'il a réalisés.

Le maître d'ouvrage peut alors passer un nouveau marché. Les excédents de dépenses seront à la charge de groupement titulaire défaillant et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître d'ouvrage.

**Cas où la résiliation concerne un entrepreneur autre que le mandataire commun :**

Le mandataire commun a la charge de substituer l'entrepreneur défaillant à ses frais et risques.

**Cas où la résiliation concerne le mandataire commun :**

Si la partie du marché concernant personnellement le mandataire commun est résilié, la notification lui en est faite avec copie adressée à l'entrepreneur restant ayant le plus gros montant de travaux à exécuter au titre du marché, lequel devient mandataire commun provisoire des entrepreneurs groupés.

Le mandataire commun provisoire remplit la totalité des missions confiées par le présent CCAP au mandataire commun, sans qu'il ait toutefois à répondre conjointement et solidairement des autres entrepreneurs. Il reçoit valablement toutes les notifications que le maître d'ouvrage peut avoir à faire aux entrepreneurs.

Il est tenu de faire connaître au maître d'ouvrage dans un délai maximum de 15 jours à compter de la date de la lettre notifiant la résiliation, les mesures prises pour faire face à la situation créée par la défaillance du mandataire commun, tant en raison de sa mission de mandataire commun, qu'en raison des travaux qui lui sont confiés comme entrepreneur.

**Remplacement du défaillant en tant qu'entrepreneur :**

Le mandataire commun provisoire doit, dans un délai de 15 jours, présenter un nouvel entrepreneur qualifié et présentant les garanties financières suffisantes pour poursuivre les travaux.

Le maître d'ouvrage peut, s'il l'agrée, contractualiser avec ce nouvel entrepreneur, en accord avec le mandataire commun provisoire, pour les travaux restant à exécuter.

Si aucun entrepreneur nouveau n'est proposé dans le délai cité ci-dessus, ou si des motifs valables s'opposent à l'agrément de l'entrepreneur proposé ou à l'acceptation de ses conditions, le maître d'ouvrage peut traiter, aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant, avec tout entrepreneur de son choix aux conditions qu'il débat avec ce dernier ; toutefois, les conditions proposées sont portées à la connaissance du mandataire commun provisoire et priorité lui est réservée s'il présente à l'agrément du maître de l'ouvrage, dans un délai de 2 jours, un entrepreneur offrant des conditions au moins équivalentes.

Le nouvel entrepreneur devient de plein droit membre du groupement avec toutes les conséquences qui en résultent. Les excédents de dépense pouvant résulter de ce nouveau marché seront retenus sur les sommes dues à l'entrepreneur défaillant.

Si aucune solution satisfaisante ne peut être trouvée, le maître d'ouvrage se réserve, après mise en demeure et sans autre formalité judiciaire, la faculté de résilier purement et simplement et sans indemnité, l'ensemble du marché pour tous les entrepreneurs.

---

**Remplacement du défaillant en tant que mandataire commun :**

Dans le même délai de 15 jours, le mandataire commun provisoire doit présenter à l'agrément du maître d'ouvrage, un nouveau mandataire commun.

Si aucun mandataire commun n'est proposé dans le délai visé ci-dessus, ou si des motifs valables s'opposent à l'agrément du mandataire proposé, le maître d'ouvrage peut désigner une autre personne, même choisie en dehors des entrepreneurs groupés, pour accomplir les missions incombant au mandataire commun en exécution du marché. Les frais pouvant en résulter et la rémunération que le maître d'ouvrage peut payer à la personne ainsi désignée sont à la charge des entrepreneurs groupés au prorata du montant de leurs lots respectifs.